

**M. Douglas:** C'était un autre gouvernement à ce moment-là.

**M. Brewin:** A l'époque, comme le signale mon ami le député de Burnaby-Coquitlam, il ne s'agissait pas de la même administration.

J'ai suivi aussi attentivement que possible les discours prononcés durant la dernière session par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures à ce sujet, tant à la Chambre que devant le comité des affaires extérieures, de même que ses discours en dehors de la Chambre. Selon moi, il ressort de ces discours que l'intervention militaire des États-Unis d'Amérique était pleinement justifiée et que le ministre acceptait le point de vue officiel des États-Unis, selon lequel cette intervention visait à aider le Vietnam du Sud à résister à l'agression. Il nous dit maintenant qu'il existe des divergences fondamentales entre la politique du Canada et celle des États-Unis.

Un peu plus loin dans son discours, le ministre a semblé dire que deux voies seulement s'offraient au gouvernement canadien. La première, selon lui, consistait à appuyer l'attitude des États-Unis; la seconde, et je cite ses paroles, c'était «de ne tenir absolument aucun compte des nombreuses occasions qui s'offraient en matière de diplomatie privée et de condamner publiquement et en bloc le gouvernement des États-Unis». A un autre endroit de son discours, le ministre a dit que ce serait mal servir la cause d'une politique étrangère rationnelle que de se laisser aller ouvertement à des critiques irresponsables. Sans doute faut-il entendre par là une critique ouverte de la politique du gouvernement des États-Unis.

Que je sache, monsieur le président, personne ne demande au gouvernement de ne plus s'adonner à la diplomatie privée. Personne ne lui demande d'abandonner le ton de la modération et personne n'encourage d'autres à le faire. Personne ne lui demande de critiquer les États-Unis en public d'une manière irréfléchie ni de formuler d'autres critiques semblables. Dans son discours, le ministre a laissé entendre que toute critique formulée en public à l'égard de la politique des États-Unis était irréfléchie et manquait toute de modération et qu'il n'y avait pas de moyen terme entre le silence observé en public par le Canada à propos de ce grave problème et les critiques irréfléchies et immodérées. Il y a un moyen terme et c'est celui que nous proposons.

Les hommes les plus sérieux des États-Unis se sont déclarés nettement et formellement contre une nouvelle escalade de cette guerre: le sénateur Fullbright, président du

comité sénatorial des relations étrangères, a ouvertement formulé des critiques, tout comme le sénateur Aiken, vice-président du même comité, et aussi le sénateur Mansfield qui—le député de York-Sud nous l'a rappelé aujourd'hui—revient tout juste d'un voyage officiel au Vietnam et dans d'autres capitales du monde. Ils ont tous lancé une mise en garde nette et formelle contre une guerre qu'ils ont qualifiée d'interminable et qui ne réserve d'autre issue que la catastrophe. S'exprimaient-ils sans modération, parlaient-ils d'une manière irréfléchie? Même s'il est difficile et pénible de s'exprimer librement, c'est lorsqu'on garde le silence et qu'on élude ces questions essentielles que l'on fait preuve d'irresponsabilité.

Il est vrai, comme le secrétaire d'État aux Affaires extérieures l'a indiqué, que le Canada a eu recours à la diplomatie privée. Personne ici ne propose l'abandon de cette méthode. Personne ne propose que la politique étrangère du Canada s'exprime par des dénonciations publiques, inutiles, provocatrices et outrancières de la politique américaine. Mais si des membres influents du Sénat américain se disent ouvertement fort inquiets, et critiquent la politique actuelle des États-Unis au Vietnam, pourquoi les porte-parole de la nation souveraine qu'est le Canada ne pourraient-ils en faire autant?

● (4.30 p.m.)

Il se peut, bien entendu, que le gouvernement canadien ne soit pas d'accord avec ces distingués sénateurs américains, mais approuve plutôt la politique officielle de l'administration américaine. En ce cas, que voulait dire le secrétaire d'État aux Affaires extérieures? De quoi parlait-il lorsqu'il s'est reporté, l'autre jour, aux différences fondamentales entre la politique du Canada et la politique des États-Unis?

Ce que notre parti réclame, monsieur le président, c'est une déclaration modérée et sérieuse de porte-parole canadiens sur la position adoptée par notre pays à l'égard de cette question vitale. Les témoignages de deux éminents citoyens des États-Unis, qui ont comparu devant le sous-comité des Affaires étrangères de la Chambre des représentants sur l'Extrême-Orient, indiquent clairement que ces questions vitales influent sur la paix du monde entier. M. Hans Morgenthau, expert bien connu dans ce domaine, et M. Roger Hilsman, ancien secrétaire d'État adjoint pour les Affaires de l'Extrême-Orient, ont exhorté, dans une déclaration non équivoque, les États-Unis à s'efforcer de ralentir les hostilités au Vietnam. A leur avis, les

[M. Brewin.]